



Strasbourg le 15 mars 2013

REFERENDUM DU 7 AVRIL 2013 SUR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE D'ALSACE

L'Union Syndicale **SOLIDAIRES ALSACE** dit **NON**

NON, parce que fusionner trois structures qui fonctionnent en une seule qui doit être « inventée » coûte cher. Aucune économie n'est possible par cette fusion, d'ailleurs aucun des promoteurs de ce projet n'est capable de donner ne serait ce qu'une estimation des économies qu'ils se font fort de faire. Au contraire, les regroupements et déplacements des services, l'adaptation de moyens différents, la mise à niveau des procédures, etc., tout cela a un coût élevé que personne n'a estimé. Au final, le citoyen Alsacien sera mis devant le fait accompli et sera sommé de payer la facture. Au pire, et pour présenter des économies, les promoteurs du projet, si ils sont élus pour le mettre en œuvre, pourraient être amenés à forcer la réalisation d'économie. Dans ce cas, ils n'ont qu'une alternative : Supprimer des emplois !

NON, parce que une seule collectivité de 8.000 agents coûte plus cher à faire fonctionner que trois plus petites. Que personne ne s'y trompe, les nécessités de coordination des actions des services nécessiteront plus de structures administratives, sans lien avec le service aux Alsaciens, qui alourdiront le fonctionnement des services. Plus une

structure est importante et plus cette structure est difficile et lourde à manœuvrer. Les décisions politiques mettront donc plus de temps à être mises en œuvre, deviendront plus opaques dans leurs organisations et seront plus difficiles d'accès aux Alsaciens.

NON, parce que trois voix ont toujours été mieux entendues qu'une seule. Imaginez un instant que la nouvelle collectivité demande trois subventions pour trois projets. Si elle obtient deux réponses positives, tout le monde sera content ! Dans le même temps, si trois collectivités demandent chacune une subvention pour un projet, personne ne criera au scandale les trois obtiennent satisfaction.

NON enfin parce que personne ne sait de quoi sera faite cette collectivité territoriale. Quelles seront ses compétences ? Comment sera-t-elle composée ? Comment sera-t-elle accessible aux Alsaciens ? Lorsqu'autant de questions restent sans réponses, il est plus que dangereux de s'engager dans la démarche ; ce serait donner un chèque en blanc. Ceux qui au final paieront la facture, autant en terme financiers que sociaux, ce sont les Alsaciens.

Face à la question de la création de la Collectivité Territoriale d'Alsace, restons objectifs et raisonnables et refusons de tenter une expérience dans laquelle les risques sont plus importants que les gains éventuels. Notre avenir et celui de nos enfants en dépendent :

Le 7 avril 2013, dites un mot, dites **NON** à la constitution de la Collectivité Territoriale d'Alsace.